


Etude sur les définitions et les outils de suivi de la déforestation importée

Richard Eba'a Atyi

Proposition faite par: CIFOR, CIRAD, IDDRI

Objectif de l'étude

Permettre au CSTF de proposer à l'ensemble des acteurs Français et Européens, (de même qu'aux pays producteurs du Sud?) des définitions politiquement, techniquement et financièrement acceptables, garantissant la crédibilité de la SNDI au regard des connaissances existantes



Résultats attendus (voir TDR)

- Accord du CSTF sur ce qu'on identifie comme une « bonne » politique zéro-déforestation
- benchmark des outils disponibles
- Proposition de définitions opérationnelles, i.e. scientifiques fondées, techniquement faisable, financièrement soutenables et politiquement acceptable. Les définitions retenues par le CSTF seront soumises pour validation au Comité de pilotage du CSTF puis au Comité de pilotage de la SNDI.

Démarche méthodologique proposée (1)

- **Etape 1 : organisation interne du consortium et cadrage méthodologique**

- Réunion de tous les contributeurs directs et des membres du comité de suivi de l'étude les 18 et 19 septembre
 - ✓ Compréhension similaire des TDR par tous les membres.
 - ✓ Finalisation de la méthodologie et répartition des tâches.

Livrable a : une méthodologie finalisée incluant la liste des principaux documents à passer en revue, la liste des personnes ressources à consulter et la répartition des tâches entre les contributeurs à l'étude.

Démarche méthodologique proposée (2)

- **Etape 2 : Revue bibliographique et consultation**

- Pendant environ six semaines, revue bibliographique sur les définitions
- travaux des grandes initiatives scientifiques internationales telles que le GIEC et l'IPBES
- Définitions proposées par les organisations internationales du système des Nations Unies telles que la FAO, le PNUE, le PNUD ou l'OIBT
- Travaux des grandes ONG internationales telles le WWF, l'IUCN ...
- Grands accords, déclarations et processus internationaux et régionaux (CCNUCC, CDB, CNULD, déclaration de New York, Déclaration d'Amsterdam...)
- Définitions et méthodologies développées par le secteur privé
- Engagements existant de l'AFD
- les outils de suivi de la déforestation et de la dégradation des forêts

Livrable b : une mouture d'une section du rapport comportant deux parties dont l'état de l'art des définitions et des débats liés, et l'état de l'art des outils de suivi de la déforestation incluant leur fiabilité, leurs coûts et leur efficacité.

Démarche méthodologique proposée (3)

- **Etape 3 : Atelier de restitution**

- Restituer les travaux sur les définitions et les outils de suivi de la déforestation et de consolider les moutures initiales des documents
- Donner des orientations pour l'étape suivante pendant laquelle des accords et consensus seront recherchés autour des définitions opérationnelles
- L'atelier réunira les contributeurs directs, les membres du comité de suivi de l'étude, les animateurs des chantiers 2 et 3, le Secrétariat du CSTF et toute autre personne identifiée en raison de sa compétence ou de son influence.

Livrable c: rapport consolidé sur l'état de l'art des définitions et des outils de suivi de la déforestation, orientations pour la recherche du consensus autour des définitions opérationnelles.

Démarche méthodologique proposée (4)

- **Etape 4 : Elaboration des définitions consensuelles et des recommandations**

- Elaborer et rechercher un consensus autour d'un certain nombre de définitions opérationnelles proposées,
- Elaborer des recommandations en vue d'une mise en œuvre crédible des chantiers 2 et 3, et de la SNDI
- Les consultation des acteurs-clés en France (mais aussi à l'extérieur de la France dans les pays exportateurs de produits tropicaux à prendre en compte dans la SNDI).

Livrable d : recommandations pour le CSTF et la SDNI

Démarche méthodologique proposée (5)

- **Etape 5 : Atelier de validation**

- Un atelier regroupant les contributeurs à l'étude, les membres du comité de suivi, les membres du comité de pilotage de l'étude et le Secrétariat du CSTF sera organisé à Paris en janvier 2020 avant la réunion du CSTF pour présenter les définitions et les recommandations, et en discuter puis valider par tous les acteurs de l'étude avant leur présentation à tout le CSTF.

Livrable e: set de définitions opérationnelles adoptées par consensus et des recommandations

Processus d'animation

Responsabilités des contributeurs directs (à finaliser)

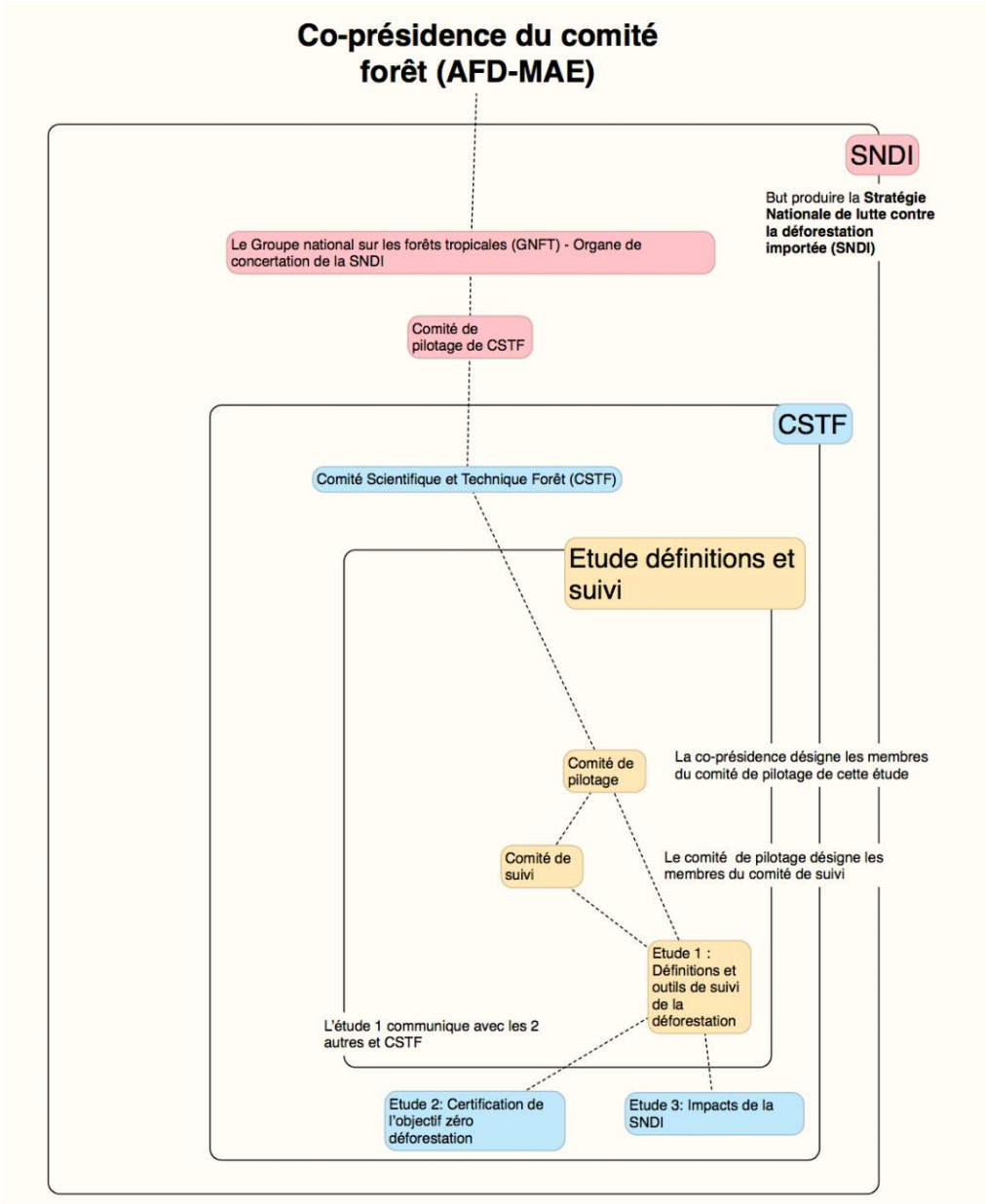
- CIFOR: coordination, liaison avec le secrétariat du CSTF, production des synthèses, croisement définitions vs outils
- CIRAD: inputs sur les définitions, leadership sur les outils de suivi
- IDDRI: inputs sur les outils, leadership sur l'état de l'art des débats et les définitions

Comité de suivi

- Contribution au cadrage méthodologique
- Revue des documents produits
- Participation aux ateliers

Liste indicative des personnes ressources à consulter

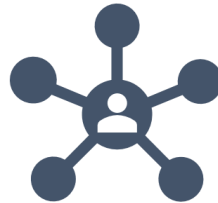
Cadre organique de l'étude



Contraintes



Temps imparti: La signature du contrat qui signifie le démarrage formel de l'étude, n'est prévue que dans quelques semaines pourtant rapport final attendu en janvier 2020:



Le cadre organique de l'étude est plutôt complexe, potentiels difficultés de coordination



Moyens très limités: pas à mesure de mobiliser des experts par ailleurs engagées dans des activités pour leurs institutions et organisations respectives

Réactions du COPIL

Consortium

- Clarifier les responsabilités respectives dans la production des livrables des contributeurs du CIFOR (CIRAD?) et de l'IDDRI qui seront rémunérés

Méthodologie

- Intérêt pour s'informer sur la sensibilité politique des définitions mais ne pas tenter un compromis politique (qui relève des pouvoirs publics et de la SNDI)
- S'assurer du bon croisement des définitions et des outils de suivi

Précisions concernant les dépenses éligibles pour les différents chantiers



La rémunération de la RH de la mission d'animation devra respecter le principe d'un animateur par tâche associée à un livrable bien définis. Les contributeurs ne sont pas rémunérés.



Au titre du **cofinancement** attendu des membres du CST (principe inscrit dans sa Charte) :



Le COPIL plafonne à 500€/jour la couverture de la RH mobilisée dans les missions d'animation.



Les frais administratifs doivent être considérés comme faisant partie du cofinancement.



Au titre de la **prise en charge** des intervenants mobilisés en marge des réunions du CST :



Fixation d'un plafond de 120 € par nuitées prise en charge par le Secrétariat du CST (réservation effectuée par ses soins)



Thanks